

 **Garantir le droit à la retraite à 60 ans pour les carrières longues plutôt que le plan Sarkozy qui fait reposer les efforts sur les plus modestes.**

François Hollande permettra à ceux qui ont toutes leurs annuités de pouvoir partir à 60 ans. Il mettra en œuvre une réforme négociée et juste faisant notamment contribuer les revenus financiers.

 **Rendre la fiscalité favorable aux classes moyennes et populaires plutôt que continuer les cadeaux fiscaux aux privilégiés.**

François Hollande rétablira la justice fiscale : une tranche supérieure supplémentaire pour les plus riches, l'impôt sur la fortune rétabli, des droits sur les grosses successions, la suppression des niches fiscales injustes socialement et inefficaces économiquement.

 **Baisser les factures de gaz et d'électricité plutôt que l'augmentation des tarifs.**

François Hollande lancera un plan d'isolation thermique dans les logements pour réduire la consommation et les charges. Il mettra en place une tarification progressive pour les consommations essentielles d'énergie et d'eau.

 **Soutenir les entreprises et les emplois plutôt que la finance, les banques et les privilégiés.**

François Hollande créera une Banque publique d'investissement pour soutenir les PME et l'industrie. Le Crédit Impôt Recherche sera recentré pour favoriser l'innovation. Dans les banques, les activités de dépôts et de spéculation seront séparées, le financement des entreprises sera exigé.

François Hollande

Le candidat de la justice



 **Donner les moyens à l'école et aux professeurs d'instruire nos enfants plutôt que fermer des classes et supprimer des postes.**

François Hollande ouvrira 60 000 postes (d'enseignants et d'encadrement). Prioritairement destinés aux territoires qui en ont le plus besoin, ils seront d'abord affectés au primaire et au collège. Pour la rentrée 2012, les 14 000 suppressions de postes décidées par Nicolas Sarkozy seront annulées. Une véritable formation des maîtres sera rétablie.

 **Appliquer les mêmes règles à tous plutôt que le « deux poids deux mesures ».**

François Hollande rétablira l'indépendance de la justice pour mettre fin à l'État UMP. Le pluralisme et l'impartialité des médias audiovisuels seront garantis. Les élus qui ont été condamnés par la justice pour des faits de corruption seront rendus inéligibles. Le salaire du président de la République et des ministres sera réduit de 30 %.

 **Ne laisser aucun territoire de la République de côté plutôt que fermer les services publics.**

François Hollande fera de l'égalité entre les territoires une priorité. Il abrogera la régression territoriale Sarkozy et engagera une nouvelle étape de la décentralisation pour renforcer la démocratie et les libertés locales. C'est une urgence pour les banlieues, pour les territoires ruraux, pour les Outremer.

Avec vous et pour vous, François Hollande construira une France plus juste, alors qu'après cinq ans de mandat, Nicolas Sarkozy a rendu la France plus inégale que jamais. La France de Nicolas Sarkozy n'est pas seulement une France en déficit et une France affaiblie, c'est surtout une France inégalitaire qui donne beaucoup à ceux qui ont déjà tout et de moins en moins à tous les autres.

Sarkozy les 15 chiffres de l'échec

1. LE DÉFICIT COMMERCIAL :

+ 36 milliards d'augmentation en 5 ans¹.

2. LA CROISSANCE :

0 point de croissance supplémentaire sur l'ensemble du quinquennat².

3. L'EMPLOI INDUSTRIEL :

- 750 000 emplois dans l'industrie en 10 ans de droite, - 350 000 depuis 2007³.

4. LA DETTE PUBLIQUE :

+ 612 milliards d'euros d'augmentation en 5 ans⁴.

5. LES CADEAUX FISCAUX POUR LES PLUS RICHES ET PERDUS POUR L'ÉTAT :

75 milliards offerts en 5 ans.

6. LA MULTIPLICATION DES TAXES POUR TOUT LE MONDE :

+ 24 taxes supplémentaires depuis 2007⁵.

7. L'EXPLOSION DU CHÔMAGE :

+ 1 million de chômeurs en 5 ans.

8. LES VIOLENCES CONTRE LES PERSONNES :

+ 21,2 % d'augmentation⁶.

9. LA PAUVRETÉ :

337 000 personnes devenues pauvres⁷.

10. L'ABANDON DE L'ÉDUCATION :

80 000 postes supprimés en 5 ans⁸.

11. LA DÉGRINGOLADE POUR LA LIBERTÉ DE LA PRESSE :

31^e en 2007, la France se classe **44^e**⁹.

12. LA SANTÉ :

4 millions de personnes n'ont pas de complémentaire santé ou renoncent aux soins¹⁰.

13. LES RETRAITES :

+ 60 000 retraités pauvres depuis 2007¹¹.

14. LE DÉFICIT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE :

+ 8,7 milliards en 5 ans¹².

15. LA PRÉCARITÉ AU TRAVAIL :

+ 70 000 actifs pauvres depuis 2007¹³ (en particulier les jeunes).

¹. De 39,1 milliards d'euros de déficit en 2007, nous sommes passés à 75 milliards fin 2011 (prévisions Bercy). ². Le taux de croissance cumulé sur la période 2007-2011 est de 2,6 % (avec un taux de 1,7 % pour 2011). Fin 2006, le taux de croissance était à 2,5 % (Chiffres Insee). ³. En 2002, la France comptait 4 045 000 emplois industriels. Elle en compte 3 292 000 au troisième trimestre 2011, soit une baisse de 750 000 (Chiffres de l'Insee 2011). ⁴. De 1 175,9 (1^{er} trimestre 2007, Insee) à 1 788 milliards d'euros à la mi-2012 (prévisions Bercy/Banque de France et rapport du projet de loi de finances pour 2012). ⁵. Liste établie par le journal *Le Monde* sur la base des travaux de la commission des finances de l'Assemblée nationale présidée par Jérôme Cahuzac. Par ailleurs, les prélèvements obligatoires sont passés de 43,3 % du PIB (818,9 milliards) en 2007 à 44,5 % (920,9 milliards) en 2012 (Insee/conseil des prélèvements obligatoires et rapport du projet de loi de finances pour 2012).

⁶. Hausse entre 2002 (Nicolas Sarkozy était ministre de l'Intérieur) et 2010 (rapport thématique de la Cour des comptes, 2011). ⁷. Obtenue en utilisant le seuil de pauvreté à 60 % du niveau de vie médian, chiffres Insee/Observatoire des inégalités. En 2008, 7,836 millions de personnes vivaient sous le seuil de pauvreté. En 2009, 8 173 personnes vivaient sous le seuil de pauvreté. ⁸. 66 000 suppressions de postes entre 2007 et 2011 auxquelles il faut ajouter les 14 000 suppressions programmées à la rentrée 2012. ⁹. Classement mondial effectué par RSF. ¹⁰. Rapport 2011 de Médecins du Monde. ¹¹. Chiffres de l'Insee (2010). ¹². De 9,5 milliards d'euros de déficit en 2007, nous sommes passés à 18,2 milliards fin 2011 (rapport du projet de loi de financement de la Sécurité sociale). ¹³. Chiffres de l'Insee (2010).